

COMMUNE DE SAINT-SAUVEUR-SUR-ECOLE

REFECTION DE VOIRIE RUE DESFONTAINES ET PARKING RUE DE LA TERRE AUX MOINES

DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES **CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES**

Maître de l'ouvrage : **Mairie de Saint-Sauveur-sur-École**
2, Rue Creuse
77930 SAINT-SAUVEUR-SUR-ECOLE
Tél : 01 60 66 11 36 / Fax : 01 60 66 05 95

Maîtrise d'œuvre : **B.E.A.**
"Le Vivaldi"
87 Route de Grigny
91137 RIS ORANGIS CEDEX
Tél : 01 69 06 16 16 / Fax : 0169.43.068.67



SEPTEMBRE 2023

1 - OBJET DU MARCHÉ - DISPOSITIONS GENERALES	5
1.1 - 1.1 Objet du marché	5
1.2 - Représentation des parties	5
1.3 - Décomposition des prestations en lots.....	5
1.4 - Sous-traitance	5
1.5 - Forme des notifications et informations au titulaire	6
1.6 - Ordre de service	6
1.7 - Hygiène et sécurité	6
1.8 - Etudes d'exécution.....	6
1.9 - Ordonnancement, Pilotage et Coordination du Chantier	6
1.10 - Protection de la main-d'œuvre et conditions de travail	7
1.11 - Modalités, formats et caractéristiques des documents :	7
1.12 - Modification du marché.....	7
2 - PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ	7
3 - PRIX - VARIATION DES PRIX.....	8
3.1 - Forme des prix.....	8
3.2 - Décomposition ou sous-détail supplémentaire	8
3.3 - Variation de prix.....	8
3.4 - Augmentation du montant des travaux.....	9
4 - RETENUE DE GARANTIE	9
5 - AVANCE	9
5.1 - Modalités de règlement de l'avance.....	9
5.2 - Modalités de résorption de l'avance	10
6 - REGLEMENT DES COMPTES	10
6.1 - Demandes de paiement	10
6.1.1 - Demande de paiement d'acomptes	10
6.1.2 - Demande de paiement finale.....	10
6.1.3 - Adresse où les demandes de paiement doivent s'effectuer	10
6.2 - Paiements des cotraitants et des sous-traitants ayant droit au paiement direct	11
6.3 - Délais de paiement et intérêts moratoires	11
7 - DELAIS D'EXECUTION - PENALITES ET PRIMES	11
7.1 - Délais d'exécution des travaux	11

7.2 - Prolongation des délais d'exécution	12
7.3 - Pénalités et primes.....	12
7.3.1 - Pénalités pour retard dans l'exécution	12
7.3.2 - Pénalités pour absence aux réunions de chantier	12
7.3.3 - Pénalités pour retard dans le repliement des installations de chantier	12
7.3.4 - Pénalités pour retard dans la remise des documents en cours d'exécution	13
7.3.5 - Retenue pour remise tardive des documents après exécution	13
7.3.6 - Pénalités pour retard dans la remise des documents après exécution	13
7.3.7 - Pénalités pour retard dans la transmission de l'attestation d'assurance.....	13
7.3.8 - Pénalités pour non-respect des formalités relatives à la lutte contre le travail illégal.....	13
8 - PROVENANCE, QUALITE, CONTROLE ET PRISE EN CHARGE DES MATERIAUX ET PRODUITS.....	13
8.1 - Provenance des matériaux et produits	13
8.2 - Mise à disposition de lieux d'emprunt.....	14
8.3 - Vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits	14
8.3.1 - Vérifications, essais et épreuves sur le chantier	14
8.3.2 - Vérifications, essais et épreuves en amont du chantier	14
9 - PREPARATION, COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX	14
9.1.1 - Implantation des ouvrages : piquetage général.....	14
9.1.2 - Période de préparation - Programme d'exécution des travaux.....	14
9.2 - Découverte de réseaux mal connus ou mal répertoriés.....	15
9.3 - Mesure d'ordre social – Lutte contre le travail dissimulé.....	15
9.4 - Organisation, sécurité et hygiène des chantiers	15
9.4.1 - Emplacement des installations de chantier	15
9.4.2 - Laboratoire et bureau du chantier	17
9.4.3 - Emplacements gratuits pour dépôts provisoires de déblais ou de terre végétale	17
9.4.4 - Mesures particulières concernant la sécurité et la santé	17
9.4.5 - Registre de chantier	17
9.5 - Sécurité et protection de la Santé des travailleurs sur le chantier (SPS)	18
9.5.1 - Obligation du titulaire vis à vis de ses sous-traitants	18
9.6 - Gestion des déchets de chantier.....	18
9.6.1 - Principes généraux :	18
9.6.2 - Contrôle et suivi des déchets de chantier	18
10 - CONTROLES, RECEPTION ET GARANTIES DES TRAVAUX.....	18

10.1 - Réception	18
10.2 - Documents fournis après exécution	18
10.3 - Garantie(s).....	19
10.4 - Assurances	19
10.4.1 - Assurance de responsabilité	19
10.4.2 - Assurance des travaux.....	20
10.4.3 - Dispositions diverses	21
11 - RESILIATION – MESURES COERCITIVES.....	22
11.1 - Résiliation pour motif d'intérêt général	22
11.2 - Résiliation du marché aux torts du titulaire.....	22
12 - DISPOSITIONS EN CAS D'INTERVENANTS ETRANGERS	23
13 - DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX.....	23

1 - OBJET DU MARCHÉ - DISPOSITIONS GENERALES

1.1 - 1.1 OBJET DU MARCHÉ

Les prestations du présent marché ont pour objet : travaux de réfection de la Rue des Fontaines ainsi que du parking communal situé rue de la Terre aux Moines, à SAINT-SAUVEUR-SUR-ECOLE..

La description des ouvrages et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières.

Lieu d'exécution des prestations : Commune de SAINT-SAUVEUR-SUR-ECOLE

1.2 - REPRESENTATION DES PARTIES

Conformément à l'article 3.3 du CCAG Travaux, dès la notification du marché, le pouvoir adjudicateur désigne une personne physique, habilitée à le représenter pour les besoins de l'exécution du marché.

En l'attente de cette désignation éventuelle et à défaut, les personnes physiques signataires de l'acte d'engagement sont seules habilitées à l'engager.

D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par le pouvoir adjudicateur en cours d'exécution du marché.

Conformément à l'article 3.4.1 du CCAG Travaux, dès la notification du marché, le titulaire désigne une personne physique, habilitée à le représenter pour les besoins de l'exécution du marché. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par le titulaire en cours d'exécution du marché.

1.3 - DECOMPOSITION DES PRESTATIONS EN LOTS

Le marché est décomposé en 2 lots de la façon suivante :

- Lot n° 1 : Rue des fontaines,
- Lot n° 2 : Parking, rue de la Terre aux Moines

1.4 - SOUS-TRAITANCE

En complément des dispositions de la loi n°75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance et à celles des articles R. 2193-1 à R. 2193-16 du Code de la Commande publique, les conditions de l'exercice de la sous-traitance directe ou indirecte sont définies à l'article 3.6 du CCAG Travaux.

En cas de sous-traitance directe, le titulaire devra faire accepter le sous-traitant et agréer ses conditions de paiements conformément à la réglementation en vigueur.

A cet effet, il présentera le cadre d'acte spécial de sous-traitance annexé à l'acte d'engagement, dûment complété et signé en y joignant les pièces listées sur ce cadre d'acte spécial. En cours d'exécution du marché, le titulaire produira également l'exemplaire unique du marché ou le certificat de cessibilité ou une attestation ou mainlevée du bénéficiaire d'une cession ou nantissement de créances lorsque l'une ou l'autre aura été effectuée.

Le montant des prestations du sous-traitant devra être présenté selon une décomposition en correspondance avec celle du marché du titulaire.

Conformément à l'article 3.6 du CCAG travaux, le maître d'ouvrage notifiera, après signature, au titulaire et à chaque sous-traitant concerné, l'exemplaire de l'acte spécial qui lui revient.

Dès réception de cette notification, le titulaire du marché s'engage à faire connaître au maître de l'ouvrage le nom de la personne physique habilitée à représenter le sous-traitant et à faire connaître au maître d'œuvre le nom de la personne physique qui le représente pour l'exécution des prestations sous-traitées.

En cas de sous-traitance indirecte, les sous-traitants qui sous-traitent devront faire accepter leur sous-traitant indirect et agréer leurs conditions de paiement dans les mêmes conditions que l'acceptation du sous-traitant direct.

Après acceptation d'une sous-traitance indirecte de second rang et plus présentée par le sous-traitant direct ou un sous-traitant indirect de second rang et plus, ces derniers devront fournir, à défaut d'avoir obtenu du maître de l'ouvrage un accord sur une délégation de paiement, dans le délai de 8 jours de l'acceptation, une copie de la caution personnelle et solidaire garantissant le paiement de toutes les sommes dues par eux au sous-traitant indirect de second rang et plus. La non production de cette copie de la caution au représentant du maître de l'ouvrage empêche l'exécution des travaux par le sous-traitant indirect et peut emporter, dans les conditions définies à l'article *Résiliation du marché aux torts du titulaire* ci-dessous, résiliation du marché.

Un sous-traitant, quel que soit son rang, ne peut commencer à intervenir sur un chantier que sous réserve, d'une part, de cette acceptation et de cet agrément et, d'autre part, que ce sous-traitant ait adressé au coordonnateur de sécurité et protection de la santé des travailleurs, lorsque celui-ci est exigé par la loi, un plan particulier de sécurité et de protection de la santé, conformément à l'article L. 4532-9 du code du travail.

1.5 - FORME DES NOTIFICATIONS ET INFORMATIONS AU TITULAIRE

Pour les notifications au titulaire de ses décisions ou informations, le pouvoir adjudicateur prévoit la ou les formes suivantes : tout autre moyen permettant d'attester la date et l'heure de réception.

1.6 - ORDRE DE SERVICE

Par dérogation aux articles 2 et 3.8 du CCAG, les ordres de service seront préparés, datés et signés par le maître d'œuvre pour notification au titulaire.

Les ordres de service relatifs à l'augmentation du montant des travaux sont conditionnés à la décision préalable du maître d'ouvrage (article 15.2 du CCAG).

1.7 - HYGIENE ET SECURITE

Les prestations, objet du présent marché, relèvent de la Catégorie 2 au sens de l'article R. 4532-1 du code du travail.

1.8 - ETUDES D'EXECUTION

Les études d'exécution des ouvrages seront établies par le titulaire et soumis au visa du maître d'œuvre.

1.9 - ORDONNANCEMENT, PILOTAGE ET COORDINATION DU CHANTIER

L'Ordonnancement, le Pilotage et la Coordination du Chantier sont assurés par le maître d'ouvrage.

1.10 - PROTECTION DE LA MAIN-D'ŒUVRE ET CONDITIONS DE TRAVAIL

Les obligations qui s'imposent au titulaire sont celles prévues par les lois et règlements, relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail du pays, où cette main-d'œuvre est employée.

Il est également tenu au respect des dispositions des huit conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail, lorsque celles-ci ne sont pas intégrées dans les lois et règlements du pays où cette main-d'œuvre est employée.

Il doit être en mesure d'en justifier, en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande du pouvoir adjudicateur.

Le titulaire avise ses sous-traitants de ce que les obligations énoncées au présent article leur sont applicables et reste responsable du respect de celles-ci.

1.11 - MODALITES, FORMATS ET CARACTERISTIQUES DES DOCUMENTS :

Conformément à l'article 29.1 du CCAG Travaux, tous les documents transmis pendant l'exécution du marché, s'ils sont transmis sous forme papier, doivent être fournis au maître d'œuvre en trois exemplaires, dont un sur support en permettant la reproduction, sauf pour les documents photographiques.

1.12 - MODIFICATION DU MARCHE

Le marché peut être modifié par la conclusion d'avenants dans les cas listés à l'article R. 2194-1 à R. 2194-9 du code de la Commande Publique.

2 - PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG Travaux, les pièces contractuelles prévalent dans l'ordre ci-après :

- ☒ L'acte d'engagement et ses annexes éventuelles, dont l'exemplaire original conservé dans les archives du pouvoir adjudicateur fait seule foi, à l'exception des annexes qui seraient expressément identifiées comme n'ayant pas valeur contractuelle, dans leur version résultant des dernières modifications éventuelles, opérées par avenant.
- ☒ Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières et ses annexes éventuelles, dont l'exemplaire original conservé dans les archives du pouvoir adjudicateur fait seule foi.
- ☒ Le Cahier des Clauses Techniques Particulières et ses annexes éventuelles et, le plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé, dont l'exemplaire original conservé dans les archives du pouvoir adjudicateur fait seule foi.
- ☒ Les documents graphiques et techniques généraux.

L'acte d'engagement, le CCAP et le CCTP prévalent sur leurs annexes en cas de contradiction avec celles-ci et chaque annexe prévaut sur les autres en fonction de leur rang dans la liste des annexes propres à chaque document.

- ☒ Les modalités pratiques de coopération entre le coordonnateur SPS et les intervenants.
- ☒ Le CCAG applicable aux marchés publics de travaux approuvé par l'arrêté du 8 septembre 2009 (publié au JO du 1^{er} octobre 2009) - version consolidée avril 2019

- ☒ Le cahier des clauses techniques générales (CCTG) applicable aux prestations, objet du marché, si celui-ci vise ce cahier.
- ☒ Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification du marché.
- ☒ La Décomposition du Prix Global et Forfaitaire.
- ☒ Le calendrier détaillé d'exécution des travaux.
- ☒ Le mémoire technique.
- ☒ Le planning prévisionnel d'exécution des travaux du titulaire.

3 - PRIX - VARIATION DES PRIX

Les prix du marché sont mentionnés hors TVA.

Les prix sont établis en considérant comme incluses toutes les sujétions normalement prévisibles dans les conditions de temps et de lieu où s'exécutent les travaux telles que visées à l'article 10.1 du CCAG :

- ☒ En tenant compte des dépenses liées aux mesures particulières concernant la sécurité et la protection de la santé (SPS), de la notification du marché à la fin du délai de garantie de parfait achèvement
- ☒ En tenant compte des sujétions qu'est susceptible d'entraîner l'exécution simultanée des différents lots visés ci-dessus.

Les prix afférents aux travaux assignés au mandataire d'un groupement ou au titulaire sont réputés comprendre les dépenses communes de chantier visées à l'article 10.1.2 du CCAG Travaux.

3.1 - FORME DES PRIX

Les travaux faisant l'objet des lots suivants sont réglés par application des prix forfaitaires figurant au cadre de Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF), pour chaque lot.

3.2 - DECOMPOSITION OU SOUS-DETAIL SUPPLEMENTAIRE

Des décompositions des prix forfaitaires pourront être demandés en cours d'exécution du marché, dans les conditions prévues à l'article 10.3.4 du CCAG Travaux.

3.3 - VARIATION DE PRIX

Les prix des marchés sont fermes actualisables.

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de la date à laquelle le candidat a fixé son prix dans l'offre (Novembre 2019).

Ce mois est appelé «mois zéro».

L'actualisation est effectuée par l'application d'un coefficient (A) donné par la formule de variation suivante :

FORMULE 1, $A = 0,125 + 0,875 * (I_N / I_O)$

- ☒ Où I_O et I_N sont les valeurs prises par l'index de référence TP01 : Index général tous travaux respectivement au mois de la date à laquelle le candidat a fixé son prix dans l'offre, publié ou

à publier et mois contractuel de début d'exécution des prestations, publié ou à publier, moins 3 mois.

☒ Ce coefficient de variation s'appliquera à l'ensemble des prix du lot.

L'actualisation sera réalisée pour chaque lot selon la date de démarrage du délai d'exécution des travaux de chacun des lots.

Les valeurs des index sont publiées auprès des organismes suivants : le moniteur.

Le montant de cette actualisation sera réglé au prorata du montant réalisé des prestations.

Les coefficients d'actualisation seront arrondis au millième supérieur.

Lorsqu'une actualisation a été effectuée provisoirement en utilisant un index antérieur à celui qui doit être appliqué, il ne sera procédé à aucune actualisation avant l'actualisation définitive, laquelle interviendra sur le premier acompte suivant la parution de l'index correspondant.

3.4 - AUGMENTATION DU MONTANT DES TRAVAUX

Il sera fait application des dispositions de l'article 15 du CCAG Travaux.

4 - RETENUE DE GARANTIE

Une retenue de garantie de 5 % sera appliquée sur chaque demande de paiement dans les conditions fixées par la réglementation en vigueur.

Le titulaire pourra remplacer la retenue de garantie par une garantie à première demande.

Le pouvoir adjudicateur accepte qu'une caution personnelle et solidaire remplace la garantie à première demande.

Il est rappelé qu'en cas de réserves notifiées au titulaire du contrat et non levées avant la date d'expiration du délai de garantie, la retenue de garantie ne sera remboursée ou les personnes ayant délivré leur caution ou garantie ne seront libérées qu'un mois après la date de la levée effective de ces réserves.

5 - AVANCE

Sous réserve des conditions prévues aux articles R. 2191-3 et R.2191-13 à R. 2191-19 du Code de la Commande Publique, une avance est versée aux titulaires des lots de montants supérieurs au seuil fixé par le décret précité, sauf indication contraire portée dans l'acte d'engagement.

Le taux de l'avance est fixé à 5 %.

L'avance sera calculée, en fonction de la durée du marché, dans les conditions définies aux articles R. 2191-36 à R. 2191-10 du Code de la Commande Publique.

5.1 - MODALITES DE REGLEMENT DE L'AVANCE

Le versement de l'avance s'effectuera en une seule fois après production de la garantie le cas échéant.

5.2 - MODALITES DE RESORPTION DE L'AVANCE

L'avance sera résorbée au prorata du montant des prestations réalisées dès que ce montant atteindra 65 % du montant TTC du marché selon la formule suivante :

Montant de la résorption = Montant de l'avance x (% avancement des Prestations- 65)/15.

Le remboursement de l'avance doit être terminé quand le montant des prestations exécutées atteint 80% du montant TTC des prestations du marché.

Le remboursement de l'avance s'effectuera, sur chaque demande d'acompte, par prélèvement sur les sommes dues à chaque tiers (titulaire, cotraitants ou sous-traitant).

6 - REGLEMENT DES COMPTES

Le règlement des comptes se fait par des acomptes mensuels et un solde établi et réglés comme il est indiqué à l'article 13 du CCAG travaux précisé ou modifié comme suit.

Les travaux seront constatés et réglés à l'avancement des travaux au pourcentage des quantités de travaux exécutés. Le solde sera réglé à l'achèvement de l'ouvrage.

Le titulaire transmet ses demandes de paiement par tout moyen permettant de donner date certaine.

6.1 - DEMANDES DE PAIEMENT

6.1.1 - Demande de paiement d'acomptes

Par dérogation à l'article 13.2.2 du CCAG Travaux, l'état d'acompte sera notifié au titulaire par le maître de l'ouvrage au plus tard lors du règlement de l'acompte si le projet de décompte mensuel remis par le titulaire a été modifié.

6.1.2 - Demande de paiement finale

En application de l'article 13.3.2 du CCAG Travaux, le titulaire transmet son projet de décompte final, simultanément au maître d'œuvre et au représentant du pouvoir adjudicateur, par tout moyen permettant de donner une date certaine, dans un délai de trente jours à compter de la date de notification de la décision de réception des travaux.

6.1.3 - Adresse où les demandes de paiement doivent s'effectuer

Les demandes de paiement devront s'effectuer à l'adresse suivante :

Les factures devront être déposées sur la plateforme suivante : <https://www.chorus-portail-pro.finances.gouv.fr> en renseignant le numéro de marché qui sera communiqué lors de la notification.

A défaut, jusqu'à l'entrée en vigueur de l'obligation légale de passer via cette plateforme, il est possible de transmettre par courrier électronique les factures.

Courriel : mairie@saintsauveursurecole.fr

6.2 - PAIEMENTS DES COTRAITANTS ET DES SOUS-TRAITANTS AYANT DROIT AU PAIEMENT DIRECT

Les paiements sont répartis entre le titulaire, les cotraitants ou sous-traitants payés directement comme indiqué dans l'acte d'engagement et son annexe en cas de besoin.

En cas de cotraitance, seul le mandataire du groupement est habilité à présenter les demandes de paiement.

En cas de groupement solidaire, il sera procédé à un règlement séparé de chacun des cotraitants, si la répartition des paiements est identifiée à l'acte d'engagement. Le mandataire du groupement indique dans chaque demande de paiement qu'il transmet la répartition des paiements pour chacun des cotraitants. L'acceptation d'un règlement à chacun des cotraitants solidaires ne saurait remettre en cause la solidarité des cotraitants.

Les règlements des sous-traitants ayant droit au paiement direct seront subordonnés à l'indication dans le projet de décompte de la somme à prélever sur celles qui sont dues au titulaire ou au membre du groupement concerné par la partie de la prestation exécutée.

Le paiement du sous-traitant sera effectué sur la base de la demande de paiement adressée, par le sous-traitant, au pouvoir adjudicateur et libellée en son nom, ou, de l'acceptation totale ou partielle de la facture du sous-traitant par le titulaire, dans les conditions visées aux articles R. 2193-10 à 2193-16 du Code de la Commande Publique. Ces dispositions sont applicables aux demandes de paiement en cours de marché et pour solde du contrat de sous-traitance.

6.3 - DELAIS DE PAIEMENT ET INTERETS MORATOIRES

Les délais dont dispose le pouvoir adjudicateur ou son représentant pour procéder au paiement sont fixés à 30 jours.

Le défaut de paiement des avances, des acomptes ou du solde dans le délai fixé par du marché donne droit à des intérêts moratoires, calculés depuis l'expiration dudit délai jusqu'au jour du paiement, et à l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement.

Le taux des intérêts moratoires applicables en cas de dépassement du délai maximum de paiement est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

7 - DELAIS D'EXECUTION - PENALITES ET PRIMES

7.1 - DELAIS D'EXECUTION DES TRAVAUX

Les stipulations relatives aux délais d'exécution sont précisées par le titulaire à l'acte d'engagement, conformément au planning remis au titre de son offre et aux éléments suivants :

Le marché débute lors de sa notification officielle, effectuée par l'envoi en recommandé d'une lettre et d'un exemplaire, en copie, du marché au titulaire et, s'achève après réception sans réserve des travaux et ouvrages le concernant.

La notification du marché vaudra ordre de service de commencement de la période de préparation de chantier fixée à 2 semaines

La date effective de démarrage des travaux est fixée par ordre service (OS).

La durée globale du chantier ne pourra pas dépasser 2 mois (période de préparation et d'approvisionnement Autres délais d'exécution

Le délai maximum pour la transmission de tout document nécessaire à la bonne exécution du marché et au bon déroulement du chantier tels que les plans, fiches techniques devis... (liste non exhaustive) est fixé à une (1) semaine (7 jours calendaires) sauf étude ou document spécifique nécessitant un délai différent acté dans les comptes rendus de réunion de chantier.

7.2 - PROLONGATION DES DELAIS D'EXECUTION

Dans le cas :

- D'un changement du montant des travaux ou d'une modification de l'importance de certaines natures d'ouvrages
- D'une substitution d'ouvrages différents aux ouvrages initialement prévus
- D'une rencontre de difficultés imprévues au cours du chantier
- D'un ajournement de travaux décidé par le représentant du pouvoir adjudicateur
- D'un retard dans l'exécution d'opérations préliminaires qui sont à la charge du maître de l'ouvrage ou de travaux préalables qui font l'objet d'un autre marché,

les dispositions de l'article 19.2 du CCAG Travaux sont seules applicables.

Il n'est pas prévu de dispositions particulières relatives à la prolongation des délais pour intempéries.

7.3 - PENALITES ET PRIMES

Par dérogation à l'article 20.4 du CCAG Travaux, le titulaire n'est pas exonéré des pénalités dont le montant total est inférieur à 1 000 euros HT pour l'ensemble du marché.

Les documents à produire par le titulaire dans un délai fixé par marché doivent être transmis par le titulaire par tout moyen permettant d'attester de leur date de réception par le maître d'ouvrage.

7.3.1 - Pénalités pour retard dans l'exécution

Par dérogation aux dispositions de l'article 20.1 du CCAG Travaux, en cas de retard dans l'exécution des travaux, il est appliqué au titulaire du lot concerné une pénalité journalière de 400 €.

Les pénalités sont encourues du simple fait de la constatation du retard par le maître d'œuvre.

7.3.2 - Pénalités pour absence aux réunions de chantier

Les comptes-rendus de chantier valent convocation des entreprises dont la présence est requise. Les rendez-vous de chantier sont fixés par le maître d'œuvre. En cas d'absence à la réunion de chantier, le titulaire encourt une pénalité fixée à 150 €.

7.3.3 - Pénalités pour retard dans le repliement des installations de chantier

Le repliement des installations de chantier et la remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier sont compris dans le délai d'exécution.

En cas de retard, ces opérations seront faites aux frais du titulaire, après mise en demeure par ordre de service, dans les conditions stipulées à l'article 37 du CCAG Travaux sans préjudice d'une pénalité journalière de 400 €.

7.3.4 - Pénalités pour retard dans la remise des documents en cours d'exécution

Une pénalité en cas de retard dans la transmission de tout document nécessaire à la bonne exécution du marché et au bon déroulement du chantier tels que les plans, fiches techniques, devis... (liste non exhaustive) sera appliquée. Elle est de 300 € par jour de retard.

7.3.5 - Retenue pour remise tardive des documents après exécution

En cas de non remise, à la date des opérations préalables à la réception, des documents à fournir après exécution par le titulaire visé à l'article *Documents fournis après exécution* du présent document, une retenue forfaitaire provisoire sera opérée, dans les conditions stipulées à l'article 20.5 du CCAG Travaux, sur les sommes dues au titulaire.

Le montant de cette retenue est fixé à 300 € par jour de retard. La valeur de cette retenue est applicable à tous les lots.

7.3.6 - Pénalités pour retard dans la remise des documents après exécution

Une pénalité en cas de retard dans la transmission des documents remis après exécution sera appliquée. Elle est de 300 € par jour de retard.

7.3.7 - Pénalités pour retard dans la transmission de l'attestation d'assurance

En cas de retard dans la transmission de l'attestation d'assurance telle que prévue à l'article *Assurance de responsabilité civile* ci-dessous, le maître d'ouvrage pourra appliquer une pénalité de retard égale à 200 euros par jour de retard.

7.3.8 - Pénalités pour non-respect des formalités relatives à la lutte contre le travail illégal

En application de l'article L. 8222-6 du code du travail, dans le cas où le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du code du travail, il encourt une pénalité égale à 10 % du montant du contrat, dans la limite du montant des amendes encourues en application des articles L. 8224-1, L. 8224-2 et L. 8224-5 du code du travail.

8 - PROVENANCE, QUALITE, CONTROLE ET PRISE EN CHARGE DES MATERIAUX ET PRODUITS

L'ensemble des cahiers des charges, DTU, des règles de calcul, des cahiers des clauses spéciales rendus obligatoires par décrets ou normes européennes reconnues s'appliquent au marché.

8.1 - PROVENANCE DES MATERIAUX ET PRODUITS

Le Cahier des Clauses Techniques Particulières fixe la provenance de ceux des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé à l'entrepreneur ou n'est pas déjà fixé par le CCTG ou déroge aux dispositions dudit CCTG.

L'entrepreneur est tenu de mettre à la disposition du maître d'œuvre les documents assurant la traçabilité de tous les produits et matériaux mis en œuvre préalablement à leur mise en œuvre.

8.2 - MISE A DISPOSITION DE LIEUX D'EMPRUNT

Le pouvoir adjudicateur ne mettra pas à disposition de l'entrepreneur de carrières ou de lieux d'emprunt.

8.3 - VERIFICATIONS, ESSAIS ET EPREUVES DES MATERIAUX ET PRODUITS

8.3.1 - Vérifications, essais et épreuves sur le chantier

Les dispositions des articles 23 à 25 du CCAG Travaux concernant les caractéristiques et qualités des matériaux, produits et composants de construction à utiliser dans les travaux, ainsi que les modalités de leurs vérifications, essais et épreuves, tant qualitatives que quantitatives, sur le chantier, sont applicables au présent marché, étant précisé que le CCTP définit les compléments à apporter aux dispositions du CCAG et du CCTG.

Les vérifications, essais et épreuves sont réalisés par le maître d'œuvre.

8.3.2 - Vérifications, essais et épreuves en amont du chantier

Le Cahier des Clauses Techniques Particulières précise les matériaux, produits et composants de construction devant faire l'objet de vérifications ou de surveillance de la fabrication, dans les usines, magasins et carrières du titulaire, ainsi que les modalités correspondantes.

Les vérifications, essais et épreuves sont réalisés par le maître d'œuvre.

Le maître d'ouvrage sur proposition du maître d'œuvre peut décider de faire exécuter des essais et vérifications en sus de ceux définis par le marché :

- S'ils sont effectués par le titulaire, ils seront rémunérés sur justificatifs ;
- S'ils sont effectués par un tiers, ils sont rémunérés par le pouvoir adjudicateur.

9 - PREPARATION, COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX

9.1.1 - Implantation des ouvrages : piquetage général

Conformément à l'article 27.2 du CCAG Travaux, le piquetage général sera effectué pour la totalité des ouvrages par le titulaire contradictoirement avec le maître d'œuvre et avec le degré de précision indiqué au Cahier des Clauses Techniques Particulières avant la notification du marché.

9.1.2 - Période de préparation - Programme d'exécution des travaux

Il est prévu une période de préparation d'un mois pour chacun des lots.

Cette période de préparation est comprise dans le délai d'exécution.

Il est procédé, au cours de cette période, aux opérations suivantes :

PAR LES SOINS DU MAÎTRE D'ŒUVRE :

- Visa par le maître d'œuvre des plans d'exécution et spécifications à l'usage du chantier nécessaires pour le début des travaux dans les conditions prévues à l'article 29.2 du CCAG Travaux.
- Elaboration, après consultation des entrepreneurs, du calendrier détaillé d'exécution

PAR LES SOINS DES ENTREPRENEURS :

- Etablissement par les entrepreneurs sous la coordination du responsable O.P.C. et présentation au visa du maître d'œuvre du programme d'exécution des travaux dans le délai de 15 jours suivant la notification du marché (dérogation à l'article 28.2.3 du CCAG Travaux). Il est accompagné du projet des installations de chantier et des ouvrages provisoires.
- Etablissement d'une notice précisant les dispositions projetées susceptibles d'avoir des conséquences sur le dimensionnement des ouvrages.
- Etablissement du Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS) prévu par la section 5 du décret n° 94-1159 du 26 décembre 1994 après inspection commune organisée par le coordonnateur SPS.
- Cette obligation est applicable à chaque entrepreneur (cotraitant et sous-traitant).
- Les PPSPS sont fournis au coordonnateur SPS 21 jours avant l'intervention des entreprises telle que précisée par le calendrier d'exécution.

9.2 - DECOUVERTE DE RESEAUX MAL CONNUS OU MAL REPERTORIES

En cas d'arrêt des travaux suite à la découverte de réseaux non connus ou mal repérés ou branchement non affleurant, le titulaire ne subira pas de préjudice et pourra être indemnisé des frais réels occasionnés par cet arrêt sur présentation de tous justificatifs demandés par le pouvoir adjudicateur.

9.3 - MESURE D'ORDRE SOCIAL – LUTTE CONTRE LE TRAVAIL DISSIMULE

La proportion maximale des ouvriers étrangers par rapport au nombre total des ouvriers employés sur le chantier sera celle prévue par la réglementation en vigueur pour le lieu d'exécution des travaux.

La proportion maximale des ouvriers d'aptitude physique restreinte rémunérés au-dessous du taux normal des salaires par rapport au nombre total des ouvriers de la même catégorie employés sur le chantier ne pourra excéder 10 % (dix pour cent) et le maximum de réduction possible de leur salaire est fixé à 10 % (dix pour cent).

Le titulaire devra remettre au maître d'ouvrage, sur demande de celui-ci, dans un délai de quinze jours, l'enregistrement exhaustif de toutes les personnes qu'il emploie sur le chantier établi conformément à l'article 31.5 du CCAG Travaux.

9.4 - ORGANISATION, SECURITE ET HYGIENE DES CHANTIERS

9.4.1 - Emplacement des installations de chantier

Les emplacements nécessaires seront mis gratuitement à la disposition de l'entrepreneur, pour ses installations de chantier et dépôts provisoires de matériels et matériaux, dans les conditions suivantes : .

Les lieux doivent être remis en état en fin de travaux.

Le maître d'œuvre se réserve un droit de contrôle sur les installations réalisées par l'entrepreneur.

Le titulaire s'engage au respect de toutes dispositions législatives, réglementaires ou contractuelles relatives aux installations de chantier.

9.4.2 - Laboratoire et bureau du chantier

Le titulaire aura la charge d'installer :

- Un laboratoire de chantier équipé des appareils nécessaires aux essais sur place prévus au CCTP.
- Un bureau avec téléphone pour le maître d'œuvre et le coordonnateur sécurité santé, cette construction devant être meublée, éclairée et chauffée. Le bureau doit disposer d'un fax, d'une ligne téléphonique ainsi que d'une salle de réunion suffisante pour que chacun exerce sa mission dans de bonnes conditions.

9.4.3 - Emplacements gratuits pour dépôts provisoires de déblais ou de terre végétale

Aucun emplacement gratuit ne sera mis à la disposition de l'entrepreneur. Celui-ci devra se procurer à ses frais, dans les conditions de l'article 31.2 du CCAG, les emplacements nécessaires aux dépôts provisoires ou définitifs des déblais et/ou des terres végétales.

9.4.4 - Mesures particulières concernant la sécurité et la santé

Le titulaire, ou chaque cotraitant en cas de groupement, s'engage au respect des lois et règlements relatifs à la protection de la main d'œuvre et aux conditions de travail dans les conditions définies à l'article 6.1 du CCAG Travaux. Le titulaire ou chaque cotraitant s'engage à justifier du respect de ces lois et règlements, en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations, dans un délai de 8 jours, sur simple demande du représentant du pouvoir adjudicateur.

Les mesures ci-après, concernant la sécurité et la santé sont prises par les intervenants conformément aux articles L. 4211-1 et 2, L. 4531-1 à 3 et L. 4532-1 à 18 et R. 4532-1 à 4533-7 du code du travail.

LOCAUX POUR LE PERSONNEL

Le projet des installations de chantier indique, notamment, la situation sur le plan des locaux pour le personnel et de leur accès à partir de l'entrée du chantier, leur desserte par les réseaux d'eau, d'électricité et d'assainissement et leurs dates de réalisation ; ces dates doivent être telles que les conditions d'hébergement et d'hygiène sur le chantier soient toujours adaptées aux effectifs et répondent aux normes sanitaires de la législation en vigueur sur le territoire français.

Ces locaux comprennent des vestiaires, des douches, des sanitaires et des lieux de restauration bénéficiant de l'éclairage naturel ; leurs normes sont au moins égales en nombre et en qualité à celles des règlements et des conventions collectives en vigueur.

Les accès aux locaux du personnel doivent être assurés depuis l'entrée du chantier dans des conditions satisfaisantes, en particulier du point de vue de la sécurité.

COLLÈGE INTERENTREPRISES DE SÉCURITÉ, DE SANTÉ ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL

Un collège interentreprises n'est pas prévu.

9.4.5 - Registre de chantier

Un registre de chantier sera tenu conformément à l'article 28.5 du CCAG Travaux.

Le titulaire ou chacun des membres, en cas de groupement, signera les nouveaux éléments du registre de chantier lors de chaque réunion de chantier.

9.5 - SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE DES TRAVAILLEURS SUR LE CHANTIER (SPS)

9.5.1 - Obligation du titulaire vis à vis de ses sous-traitants

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats de sous-traitance les clauses nécessaires au respect des prescriptions de la loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993.

9.6 - GESTION DES DECHETS DE CHANTIER

9.6.1 - Principes généraux :

La valorisation ou l'élimination des déchets créés par les travaux, objet du marché, est de la responsabilité du maître de l'ouvrage en tant que « producteur » de déchets et du titulaire en tant que « détenteur » de déchets, pendant la durée du chantier.

Toutefois, le titulaire reste « producteur » de ses déchets en ce qui concerne les emballages des produits qu'il met en œuvre et les chutes résultant de ses interventions.

9.6.2 - Contrôle et suivi des déchets de chantier

Conformément à l'article 36.2 du CCAG Travaux, afin que le maître de l'ouvrage puisse s'assurer de la traçabilité des déchets et matériaux issus du chantier, le titulaire lui fournit les éléments de cette traçabilité, notamment grâce à l'usage de bordereaux de suivi des déchets de chantier.

Ainsi, le titulaire remet au maître de l'ouvrage, avec copie au maître d'œuvre, les constats d'évacuation des déchets signés contradictoirement par le titulaire et les gestionnaires des installations autorisées ou agréées de valorisation ou d'élimination des déchets.

Pour les déchets dangereux, l'usage d'un bordereau de suivi conforme à la réglementation en vigueur est obligatoire.

Lorsqu'il aura été constaté que le titulaire n'a pas procédé à l'évacuation des déchets provenant de la démolition ou de la construction, il sera fait application de l'article 37.2 du CCAG Travaux.

10 - CONTROLES, RECEPTION ET GARANTIES DES TRAVAUX

10.1 - RECEPTION

La réception prend effet à la date de l'achèvement de chacun des lots.

La procédure de réception se déroule dans les conditions définies à l'article 41 du CCAG Travaux.

Conformément à l'article 42.1 du CCAG-Travaux, une réception partielle sera organisée pour chacun des lots.

10.2 - DOCUMENTS FOURNIS APRES EXECUTION

Le titulaire remet au maître d'oeuvre dans le délai défini ci-dessous les éléments constitutifs du DOE et, le cas échéant, les éléments nécessaires à l'établissement du DIUO qui le concerne.

Le contenu du DOE est fixé comme suit :

- Les plans d'ensemble et de détails, les plans de récolement conformes aux ouvrages exécutés établis par le titulaire,

- Les notices de fonctionnement et d'entretien des ouvrages, les spécifications de pose, les prescriptions de maintenance des éléments d'équipement mis en œuvre établis ou collectés par l'entrepreneur, les conditions de garantie des fabricants attachées à ces équipements
- Les constats d'évacuation des déchets

Les documents nécessaires à l'établissement du dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage (DIUO) qui devront être fournis par le titulaire sont fournis dans les conditions fixées au CCAG Travaux.

Par dérogation à l'article 40 du CCAG Travaux, l'ensemble des documents à remettre après exécution doivent être remis au maître d'oeuvre au plus tard à la date des OPR fixée par le maître d'oeuvre.

L'ensemble des documents à remettre par l'entrepreneur au maître d'ouvrage dans les délais prévus à l'article *Pénalités pour retard dans la remise des documents après exécution* ci-dessus seront présentés dans les formes prévues à l'article 40 du CCAG sauf les stipulations ci-dessous :

Les notices de fonctionnement et d'entretien, en langue française, ainsi que le dossier d'interventions ultérieures sur l'ouvrage, seront dans les conditions fixées au CCAG Travaux.

Les plans et autres documents conformes à l'exécution seront fournis dans les conditions fixées au CCAG Travaux.

Ces documents seront fournis en 3 exemplaires, dont un reproductible.

Un exemplaire des documents nécessaires à l'établissement du DIUO est également transmis au coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé.

Ils pourront être remis sur support informatique (USB, CD, DVD, autres) en deux exemplaires (un exemplaire utilitaire et une copie de sauvegarde).

10.3 - GARANTIE(S)

Le délai de garantie ne fait l'objet d'aucune stipulation particulière. Il est fixé conformément aux dispositions de l'article 44.1 du CCAG Travaux.

10.4 - ASSURANCES

10.4.1 - Assurance de responsabilité

Le titulaire du marché doit avoir justifié, au moment de la consultation et de la signature du marché, conformément aux prescriptions du règlement de la consultation relatif au présent marché, au moyen d'une attestation portant mention de l'étendue de la garantie, qu'il est titulaire des contrats d'assurances visés ci-dessous.

En tout état de cause, si les attestations n'ont pas été demandées ou produites à ces divers stades, ou si l'ayant été, elles doivent être à nouveau produites (attestation se révélant incomplète, report de la date d'ouverture du chantier, ...) elles devront être transmises dans le délai de quinze jours de la notification du marché et avant tout début d'exécution.

ASSURANCE DE RESPONSABILITÉ CIVILE

Le titulaire du marché doit justifier au moyen d'une attestation portant mention de l'étendue de la garantie au moment de la consultation, de la signature du marché, puis en cours d'exécution des travaux si le chantier dure plus d'une année civile qu'il est titulaire d'un contrat garantissant

l'intégralité des conséquences pécuniaires de la responsabilité civile pouvant lui incomber, à quelque titre que ce soit, y compris du fait de ses sous-traitants, ou cotraitants si le titulaire est mandataire du groupement, à la suite de dommages corporels, matériels et/ou immatériels consécutifs ou non causés aux tiers y compris au maître d'ouvrage du fait ou à l'occasion de la réalisation des travaux, objet du présent marché.

Il devra produire cette attestation en cours d'exécution des travaux si le chantier dure sur plusieurs années civiles, au plus le 15 janvier de la nouvelle année civile.

En cas de retard dans la transmission des attestations, il sera fait application d'une pénalité de retard dans les conditions définies à l'article *Retard dans la transmission de l'attestation d'assurance*.

Le contrat comportera des montants de garantie suffisants quant aux risques encourus qui ne pourront, en tout état de cause, être inférieurs à :

1) Responsabilité civile en cours de travaux

Entreprises :

- Dommages corporels, matériels et immatériels consécutifs : 7 600 000 €
- Immatériels purs ou non consécutifs : 3 000 000 €

2) Responsabilité civile Après Travaux

L'entrepreneur doit être titulaire, en outre, de garanties couvrant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il est susceptible d'encourir vis-à-vis des tiers et du maître d'ouvrage, à la suite de tous dommages corporels, matériels et immatériels (que ces derniers soient consécutifs ou non à des dommages corporels et/ou matériels) survenant après les travaux, et pour un montant minimum de 3 000 000 € par année d'assurance.

3) Justificatifs d'assurance

L'attestation d'assurance devra préciser, outre l'identité de la compagnie ou de la mutuelle d'assurance, le numéro de police ou des polices, le montant des capitaux garantis par catégorie de risques. Le titulaire devra en justifier à chaque échéance annuelle ainsi que du paiement des primes correspondantes.

ASSURANCE DE RESPONSABILITÉ CIVILE DÉCENNALE

Lorsqu'il s'agit de travaux non soumis à l'obligation d'assurance décennale, l'attestation d'assurance couvrant la responsabilité civile décennale est, par dérogation à l'article 9 du CCAG Travaux, exigée.

10.4.2 - Assurance des travaux

ASSURANCE TOUS RISQUES CHANTIER :

Le maître d'ouvrage a prévu de souscrire une police d'assurance tous risques chantier. Les garanties suivantes sont acquises pendant la période de construction à compter du déchargement effectué sur le site du chantier et jusqu'à réception, y compris pendant les essais, toutes pertes ou dommages matériels subis par l'ouvrage, et sous réserve des exclusions stipulées au contrat, à la suite notamment : d'incendie, d'explosions, dégâts des eaux, d'événements naturels, d'attentats, actes de malveillance, terrorisme, sabotage, dommages matériels dus à des vices de conception et/ou de matière, effondrement.

Franchise

Une franchise par sinistre sera appliquée.

En cas de sinistre :

1) Si le maître d'ouvrage décide de percevoir directement l'indemnité octroyée, il répercutera alors la dite franchise sur l'entreprise ou le mandataire (en cas de groupement d'entreprises) titulaire du marché responsable du sinistre ou à défaut de responsabilité établie, elle sera imputée sur chacune des entreprises au prorata du montant de leur marché et recouvrée par prélèvement sur les sommes qui leur seront dues au titre de leur marché.

2) Si le maître d'ouvrage accepte que les entreprises soient directement indemnisées par l'assureur, la franchise sera à la charge de la ou des entreprises bénéficiaires de l'indemnisation.

A titre indicatif, la franchise habituellement appliquée en cas de sinistre est de 7 500 euros.

Ce montant sera susceptible d'être modifié en fonction des conditions de la police souscrite par le maître d'ouvrage.

L'entreprise en sera alors informée.

ASSURANCE DOMMAGES - OUVRAGE

Sans objet.

10.4.3 - Dispositions diverses

ABSENCE OU INSUFFISANCE DE GARANTIE DU TITULAIRE :

Le titulaire s'interdit formellement de mettre en œuvre des techniques non courantes, ou sans avis technique, ou non agréées par les assureurs sans accord préalable et écrit du maître d'ouvrage et en toute hypothèse les surprimes qui en résulteraient éventuellement pour le maître d'ouvrage au titre des polices qu'il souscrit seront intégralement répercutées sur le titulaire concerné et recouvrée par prélèvement sur les sommes qui lui seront dues au titre de son marché.

De même, le titulaire supportera toute surprime éventuelle due à une absence de qualification professionnelle reconnue ou à une absence ou insuffisance de garantie.

INCIDENCE DES POLICES SOUSCRITES PAR LE MAÎTRE D'OUVRAGE :

La souscription par le maître d'ouvrage de l'ensemble des polices mentionnées à l'article *Assurance des travaux* ci-dessus est sans incidence sur les risques et responsabilités assumés par le titulaire et s'il y a lieu ses cotraitants et découlant des lois, règlements, normes et obligations contractuelles.

Les garanties souscrites par le maître d'ouvrage n'apportent à cet égard aucune modification et le titulaire et s'il y a lieu ses cotraitants renoncent à exercer tous recours contre le maître d'ouvrage eu égard notamment au contenu et au fonctionnement de ces polices.

Ainsi en ce qui concerne les risques qui n'entreraient pas dans les garanties limitativement énumérées ci-avant, l'attention du titulaire et s'il y a lieu de ses cotraitants est attirée sur la nécessité de maintenir les divers contrats d'assurance s'y rapportant, ainsi que les montants de garanties supérieurs qu'ils pourraient considérer comme nécessaires.

Ils s'engagent en outre à répercuter l'ensemble de leurs obligations d'assurance à leurs sous-traitants.

SINISTRES :

En cas de sinistre en cours de chantier, le titulaire et s'il y a lieu ses cotraitants ne pourra s'opposer à l'accès sur les lieux du sinistre des assureurs couvrant la responsabilité professionnelle des réalisateurs, des fabricants au sens de l'article 1792-4 du Code Civil, des fournisseurs et du contrôleur technique.

L'entrepreneur ne pourra s'opposer à ce que ses assureurs ainsi que l'assureur de la police dommages - ouvrage constatent l'état d'exécution des travaux de réparation des dommages ayant fait l'objet d'une indemnisation après sinistre.

11 - RESILIATION – MESURES COERCITIVES

Les dispositions des articles 45 à 48 du CCAG Travaux sont applicables au présent marché auxquelles s'ajoute la disposition suivante :

11.1 - RESILIATION POUR MOTIF D'INTERET GENERAL

Dans l'hypothèse d'une résiliation au titre de l'article 46.4 du CCAG Travaux, sans préjudice de l'application des dispositions des alinéas 2 et 3 de l'article 46.4 du CCAG Travaux, l'indemnité de résiliation est fixée à 5 % du montant initial HT du marché, diminué du montant HT non révisé des prestations reçues.

11.2 - RESILIATION DU MARCHE AUX TORTS DU TITULAIRE

En cas de résiliation pour faute, il sera fait application des articles 46.3 du CCAG Travaux avec les précisions suivantes :

- le titulaire n'a droit à aucune indemnisation.
- En complément à l'article 46.3 du CCAG Travaux, en cas de non production dans les 8 jours de l'acceptation d'une sous-traitance de second rang et plus, présentée par le sous-traitant de rang 1 et plus, de la caution personnelle et solidaire garantissant le paiement de toutes les sommes dues par eux au sous-traitant de second rang et plus, et après mise en demeure du sous-traitant de rang 1 et plus et du titulaire du marché, restée sans effet dans un délai fixé, par dérogation à l'article 48.1 du CCAG Travaux, à 8 jours, le marché sera résilié aux torts du titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques.
- En cas de non-respect, par le titulaire ou de l'un ou l'autre des cotraitants dans le cas d'un groupement d'entreprises, des obligations visées à l'acte d'engagement et relatives à la fourniture des pièces prévues aux articles D 8222-5 ou D 8222-7 et 8 et D 8254-2 à 5 du code du travail, et après mise en demeure restée sans effet, le marché peut être résilié aux torts du titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques.

La mise en demeure sera notifiée par écrit et assortie d'un délai. A défaut d'indication du délai, et par dérogation à l'article 48.1 du CCAG Travaux, le titulaire ou le cotraitant dispose de 8 jours à compter de la notification de la mise en demeure, pour satisfaire aux obligations de celle-ci et fournir les justificatifs exigés ou présenter ses observations.

En cas d'inexactitude des renseignements fournis au sein de la candidature et des renseignements mentionnés aux articles D 8254-2 à 5 du code du travail fournis par le titulaire ou l'un ou l'autre des

cotraitants dans le cas d'un groupement d'entreprises, lors de la consultation ou de l'exécution du marché, le marché ou la part de marché correspondante sera, résilié sans mise en demeure à leur frais et risques.

12 - DISPOSITIONS EN CAS D'INTERVENANTS ETRANGERS

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de la Communauté Européenne sans avoir d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA et a droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

La monnaie de compte du marché est l'euro. Le prix, libellé en euro, reste inchangé en cas de variation de change.

Si le titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance doit comprendre, outre les pièces prévues à l'article R. 2193-1 à R. 2193-9 du code de la Commande Publique, une déclaration du sous-traitant, comportant son identité et son adresse ainsi rédigée :

"J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance du marché N° du ayant pour objet

Ceci concerne notamment la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance.

Mes demandes de paiement seront libellées dans la monnaie de compte du marché et soumises aux modalités de l'article « Prix » du CCAP ou CCP.

Leur prix restera inchangé en cas de variation de change. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français".

13 - DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

DÉROGATIONS AU CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES GÉNÉRALES TRAVAUX

Il est dérogé aux articles désignés ci-après du CCAG Travaux par les articles correspondants cités ci-après du CCAP :

- Aux articles 2 et 3.8 par l'article *Ordre de service*
- À l'article 4.1 par l'article *Pièces constitutives du marché*
- À l'article 13.2.2 par l'article *Demande de paiement d'acomptes*
- À l'article 19 par l'article *Délai d'exécution des travaux*
- À l'article 20.4 par l'article *Pénalités pour retard dans l'exécution*
- À l'article 28.2.3 par l'article *Période de préparation – Programme d'exécution des travaux*
- À l'article 40 par l'article *Documents fournis après exécution*
- À l'article 9 par l'article *Assurance de responsabilité décennale*
- À l'article 48.1 par l'article *Résiliation du marché aux torts du titulaire*